

La délicate intégration des marchés du CO2

CERTIFICATS Outil central pour lutter contre la crise climatique, les crédits carbone vont faire face à une demande accrue ces prochaines années. Mais, avec près de 30 «bourses du CO2» au niveau mondial, le marché reste trop fragmenté

SÉBASTIEN RUCHE

Il semble que beaucoup de monde souhaite acheter du CO2 en ce moment. Des crédits carbone, plus précisément. Emis par des projets bons pour l'environnement, souvent dans des pays émergents, ces certificats permettent aux entreprises ou gouvernements qui les achètent de réduire leur empreinte écologique – certes par procuration. Si la demande est bien là et même en augmentation, l'offre reste fragmentée, avec plus de 30 «bourses» pour les crédits carbone sur la planète. L'enjeu consiste maintenant à harmoniser ces différents systèmes, ou au moins à instaurer une certaine interopérabilité.

En pratique, un crédit carbone représente 1 tonne de CO2 qui n'a pas été émise ou qui a été retirée de l'atmosphère, par exemple grâce à un projet de reforestation ou dans les énergies vertes. Vendus sur des marchés spécialisés, ces crédits permettent aux acquéreurs de progresser vers leurs objectifs environnementaux (par exemple, atteindre le net zéro à une date fixée). Ces outils génèrent aussi des revenus pour les porteurs de projets permettant d'atténuer le changement climatique, et pour leurs pays, souvent émergents.

Risque de «greenwashing»

Un crédit carbone coûte actuellement entre l'équivalent de 7 et 70 francs, selon les types de projets et leur qualité, les pays impliqués et le type de bourses. On distingue les marchés dits «volontaires» (les entreprises achètent librement des crédits) et les marchés régulés (instaurés par des gouvernements, qui obligent des entreprises ou secteurs d'activité à détenir des certificats pour le CO2 qu'ils émettent). Jusque-là moins importants, les marchés régulés devraient fournir la majeure partie de la future demande pour ces crédits.

La qualité des projets est déter-



Le marché du carbone a connu un coup d'arrêt après 2022 lorsqu'il est apparu que de nombreux projets exagéraient leurs effets positifs sur le climat, à l'image d'un projet controversé dans la province de Vaupés en Amazonie colombienne. (RIVIÈRE PIRA PARANA, 9 NOVEMBRE 2023/JUAN PABLO PINO/AFP)

minante dans ces mécanismes. Le marché du carbone a connu un sévère coup d'arrêt après 2022 lorsqu'il est apparu que de nombreux projets exagéraient leurs effets positifs sur le climat. De nombreuses entreprises ont alors décidé d'arrêter d'utiliser ces certificats dans la comptabilité de leurs émissions, sur fond d'accusations de *greenwashing*.

Une reprise se fait actuellement sentir. Le premier semestre 2025 a marqué un record historique dans l'utilisation des crédits carbone, selon l'agence MSCI, qui relève que près de 10 milliards de dollars ont été engagés pour financer l'émission de ces outils – soit trois fois plus que durant les six premiers mois de 2024. La demande pour ce qui est aussi décrit comme des «permis de polluer» pourrait tripler d'ici à

2030, selon le géant des matières premières Trafigura, cité par Bloomberg.

La multiplication des bourses du carbone nuit à la confiance du marché et pénalise les pays émergents

L'Asie alimenterait largement cette demande et l'Union européenne a décidé de faciliter le recours à ces instruments pour atteindre l'objectif, récemment ajusté à la baisse, d'atteindre une réduction de 66 à 72% des émis-

sions des 27 pays membres en 2035, par rapport à 1990.

Mais la multiplication des bourses du carbone ne facilite pas la vie des acheteurs ni des émetteurs de certificats. Des normes «incohérentes» entre elles «nuisent à la confiance du marché», augmentent les coûts et pénalisent «de manière disproportionnée» les pays en voie de développement, résumait fin septembre le gouvernement brésilien, qui veut unifier les marchés carbone au niveau mondial, selon un projet révélé par Bloomberg. Le pays accueillera du 10 au 21 novembre la COP30, la prochaine conférence onusienne sur le climat, et aimerait pouvoir y annoncer une telle unification.

Parvenir à un système intégré au niveau international reste un défi majeur, expliquait jeudi Mar-

garet Kim, patronne de Gold Standard, une organisation qui émet des normes pour mesurer et certifier l'impact de projets à dimension écologique. Beaucoup d'acteurs et d'opérations doivent en effet être orchestrés, a noté la spécialiste durant une session de la conférence Building Bridges sur la finance durable: le secteur privé (qui achète des crédits), les gouvernements (qui fixent les règles et acquièrent aussi des certificats), la finance (qui investit dans ces instruments) et les communautés locales (qui montent les projets et encaissent des revenus).

Une chaîne de valeur doit aussi être mise sur pied, de l'identification des projets dans les pays du Sud à la mesure de leurs impacts sur la biodiversité, en passant par le renforcement de

la gouvernance des entreprises et la mise en place de politiques publiques permettant ces interactions.

A la Banque mondiale, Hania Dawood dirige les équipes chargées de conseiller les gouvernements sur ces questions. «Ils doivent déterminer quels secteurs sont éligibles, comment sont attribuées les autorisations et où sont enregistrés les crédits, ou encore comment leur impact est mesuré, communiqué et vérifié», résume-t-elle, aussi durant Building Bridges.

Réduire la volatilité des prix du carbone

Assembler ces pièces du puzzle doit créer une interopérabilité entre les différents marchés du carbone, note pour sa part Hannah Hauman, responsable du négoce de carbone chez Trafigura, qui participait elle aussi à la discussion durant Building Bridges. Pour Daniel Klier, l'exercice rappelle l'histoire de l'industrie financière, qui «traverse des crises tous les dix ans mais apprend et s'améliore». Pour le patron de South Pole, une société anglaise qui certifie et finance des projets de décarbonation, trois fondamentaux doivent être mis en place pour que le marché du carbone prenne une autre dimension.

La certitude que les crédits sont authentiques (ce qui nécessite des normes et des contrôles) tout d'abord. L'assurance que la demande sera présente (les entreprises doivent intégrer le fait que ces certificats appartiennent à leur activité centrale) ensuite. Et enfin, des infrastructures boursières qui fonctionnent (avec de la transparence sur les données notamment).

Un tel renforcement pourrait agir positivement sur un autre grand problème du marché du CO2: les fortes variations des prix des crédits. Ils ont ainsi progressé de plus de 50% sur le marché régulé britannique depuis le début de l'année ou reculé de 40% en Chine, ce qui rend difficile de planifier des projets. ■